

# Formes de résistance des Kurdes en Iran et en Turquie (xix<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle)

## Responsable

**Sahar Bagheri**

(Université Sorbonne Paris Nord, CEPN-SPI)

**Mercredi 12 juillet 2023**  
**14h30-16h30**  
**Salle Athéna 049**

## Intervenants

**Hawzhin Baghali**

(CETOBAC, EHESS)

**Sahar Bagheri**

(Université Sorbonne Paris Nord, CEPN-SPI)

**Adnan Kegi**

(Université Paris Cité – CESSMA)

**Dilan Salik**

(Université Paris Cité - LCSP)

**Jamil Rahmani**

(Kharazmi Université de Téhéran)

## Résumé de l'atelier

Cet atelier vise à aborder les différentes formes de domination exercées par les États turc et iranien sur la société kurde et la manière dont les différentes communautés kurdes ont pu réagir à ces politiques. La construction des États-nations dans ces deux pays est associée à des politiques d'assimilation et d'exclusion des peuples non-perses et non-turcs, transformant les Kurdes en une minorité nationale et en « autrui » de l'identité dominante. Ce processus au long cours a entraîné divers types de déni et d'oppression du peuple kurde dans chaque pays et par conséquent, a provoqué différents modes de confrontation et de lutte de la part des Kurdes.

Cet atelier nous permet, à partir de différentes études de cas, de comprendre les processus de domination des régimes autoritaires et la manière dont les Kurdes ont surmonté les inégalités socio-économiques et l'exclusion politique lors de différentes périodes en Turquie et en Iran. Seront ainsi envisagés : la confrontation et la négociation des Kurdes au moment où l'Empire ottoman est en voie de devenir un État au sens moderne du terme, au milieu du xix<sup>e</sup> siècle ; les subjectivités des femmes kurdes par le biais de la réappropriation de la vie ordinaire dans différents contextes métropolitains hors du Kurdistan ; la société kurde Kurmanji à Urmia et les moyens socio-politiques et économiques mis en œuvre pour produire un espace qui lui soit propre ; la résistance des Kurdes d'Iran face au contrôle du Kurdistan par le gouvernement grâce au pouvoir de mobilisation sociale des femmes et le soutien matériel des villageoises suite à la révolution de 1979 ; et finalement, le mouvement écologiste des Kurdes en Iran post-révolution qui fournissent aux Kurdes des outils alternatifs pour formuler des demandes nationales particulières concernant le territoire kurde en Iran.

## Programme

**Hawzhin Baghali**

*Bidonville d'Urmia, le théâtre de peuple ordinaire*

Le peuple kurde de la région d'Urmia (chef-lieu d'Azerbaïdjan occidental) a constitué depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle un théâtre d'affrontement entre acteurs « traditionnels » et « nouveaux venus » de la sociologie politique, dans une région frontière marquée par de nombreux clivages, ethno-confessionnels entre autres, et par un héritage de violence collective que se sont employées à attiser une succession de puissances régionales. À partir des années 1970, la mécanisation agricole, les progrès du transport automobile, les ratés de la réforme agraire iranienne de 1963 et l'exode rural qu'ils engendrent, accompagnés par une sécheresse devenue

endémique, ont bouleversé la situation des Kurdes Kirmanjs dans la ville. Les Kirmanjs sont devenus le peuple « immigré » du bidonville d'Urmia. Ce que nous proposons ici, c'est d'essayer de comprendre cette situation actuelle de la société kurde Kirmanj à Urmia et dans sa région, en nous intéressant aux forces présentes dans un espace socio-politique et économique majoritairement kurde. Nous essayons ici de dépeindre les Kirmanjs d'Urmia dans leur qualité d'*ordinary people*, dont le statut de non-officiels indésirables colle la population kurde de la ville, y compris les familles et lignées d'installation ancienne et de situation sociale plus enviable. L'enjeu, ici, était de suggérer comment cette population s'y prend pour produire et développer un espace propre via un éventail de registres d'action variant au gré des circonstances politiques, entre conquête de segments du bazar, adhésion au PKK et développement d'une culture moderne du café.

### **Sahar Bagheri**

*Les forces invisibles derrière la résistance des Kurdes en Iran dans les années 1980*

Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, les Kurdes en Iran se sont mobilisés au sein d'un mouvement de libération nationale pour défendre leur identité nationale et obtenir l'autonomie. Après la Révolution de 1979 en Iran et l'affaiblissement du gouvernement au Kurdistan, les Kurdes ont profité de la vacance du pouvoir pour organiser leur vie politique et sociale. La République islamique, le gouvernement issu de la révolution, ne reconnaît pas la volonté politique des Kurdes et a sévèrement réprimé ce mouvement pour contrôler le Kurdistan, ce qui a engendré le conflit entre les Kurdes et le gouvernement. En conséquence, les Kurdes et leurs partis ont lutté contre ce gouvernement sur deux fronts principaux : la résistance civile et la guérilla.

Néanmoins, lorsque le gouvernement a militairement envahi le Kurdistan, les forces armées kurdes (*peshmerga*) furent obligées de se retirer dans les villages et les luttes de résistance se sont poursuivies par la guérilla dans les villages et la lutte civique dans les villes. Dans cette présentation, nous cherchons à mettre en évidence le rôle de deux facteurs vitaux permettant la résistance kurde pendant la lutte des années 1980 entre les partis kurdes et le gouvernement : la capacité de mobilisation sociale des femmes dans les villes et le soutien matériel apporté aux *peshmerga* par les villageois du Kurdistan. Nous analyserons comment ces deux facteurs clés, parmi d'autres, ont permis de résister et d'accroître la capacité de mobilisation du mouvement. Cette étude se fonde sur les archives écrites et les entretiens approfondis avec 25 dirigeants et membres (hommes et femmes) de partis politiques kurdes, dont le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PKDI) et le Parti du Kurdistan d'Iran (Komala), ainsi que les partis de la gauche nationale iranienne qui étaient présents au Kurdistan à cette époque.

### **Adnan Kegi**

*L'arrivée de l'État turc moderne dans le Kurdistan central au milieu du xix<sup>e</sup> siècle*

Dans l'historiographie ottomane, le xix<sup>e</sup> siècle est connu comme l'âge des réformes. Il s'agissait d'un long processus de réformes essentiellement militaires et administratives visant à faire de l'Empire ottoman un État moderne doté d'une autorité centrale consolidée. « Pour l'Empire en déclin, ce processus visant à « devenir un État » s'est avéré particulièrement difficile au Kurdistan, si tant est qu'il ait jamais réussi ». L'organisation socio-politique du Kurdistan a été dominée par les principautés kurdes semi-autonomes pendant des siècles, de la période précédant les Ottomans jusqu'au milieu du xix<sup>e</sup> siècle. Le dernier émirat kurde autonome a été dissous en 1848. Cette même période coïncide avec la démarcation et la fortification de la frontière ottomano-iranienne. L'essence des programmes de réforme était la réorganisation du système fiscal et foncier ainsi que la restauration de l'autorité administrative et militaire. Bien qu'il soit largement reconnu que cette période a été décisive pour le destin du Kurdistan dans les décennies suivantes et même dans la période post-impériale, la littérature existante, acceptant certaines explications linéaires et globales,

ne parvient pas à délimiter en profondeur les transformations sociales et politiques sur le plan microsociologique. En s'appuyant sur les documents d'archives et en se limitant au Kurdistan central, le présent article a pour but d'examiner les premières années de ce que l'on pourrait appeler l'appareil d'État ottoman moderne, les nouvelles formes de rencontre entre le centre et la province qu'il a entraînées et les premières transformations sociales qui se produiront dans les années à venir. L'affirmation centrale de cette étude est qu'une rupture aussi radicale dans la règle socio-politique n'aurait pas pu se produire sans heurts et sans résistance – et/ou négociation – dans une région aussi socialement hétérogène et géographiquement difficile.

### **Dilan Salik**

*Les trajectoires de subjectivité et de vie ordinaire des femmes kurdes, une étude de cas dans le triangle Istanbul, Berlin et Paris*

Tout au long de la dernière décennie, les études sur les femmes kurdes se sont multipliées, ce qui constitue une approche positive concernant une communauté fortement marginalisée. Néanmoins, la plupart de ces travaux produisent une surdétermination théorique ou méthodologique à travers l'opposition binaire entre agentivité et absence d'agentivité des femmes. Pour dépasser les catégorisations stéréotypées telles que les victimes du patriarcat, les combattantes de la liberté, les guérillas actives, les activistes ou les femmes kurdes « fortes », cette étude examine la vie quotidienne des femmes à Istanbul, Paris et Berlin en saisissant leurs positions et la formation de leur subjectivité dans différents systèmes contractuels tels que les structures sociales genrées et les politiques de citoyenneté. Considérant les trajectoires migratoires des femmes kurdes, cette recherche nécessite d'appréhender la vie ordinaire comme un mouvement dynamique plutôt que comme une temporalité et une spatialité rigides limitées aux routines et aux habitudes des personnes. Ce faisant, les entretiens semi-structurés avec des femmes kurdes du nord vivant dans différentes villes et pays incarnent le centre de cette étude, qui vise à examiner comment les formations de subjectivité des interlocuteurs se croisent et diffèrent les unes des autres dans différentes conditions sociales, politiques et économiques, ainsi que la façon dont ils s'engagent dans leurs villes d'accueil, leurs villes d'origine et les personnes dans leur lieu de destination. En bref, cette étude prétend contribuer à la littérature existante sur les études kurdes par une analyse plus large de la façon dont les subjectivités des femmes en termes de réalités ordinaires, de leurs craintes, de leurs frustrations, de leurs regrets, ainsi que de leurs attentes et de leurs intérêts futurs, se forment à l'ombre de différents pays, systèmes linguistiques et codes culturels.

### **Jamil Rahmani**

*La résistance écologique des Kurdes dans l'Iran post-révolutionnaire*

La révolution iranienne de 1979 a inauguré une nouvelle ère dans les relations entre les Kurdes et le gouvernement. Alors que les Kurdes d'Iran luttent à travers un mouvement de libération nationale pour l'autonomie, cette lutte a été réprimée par le gouvernement central. Après la révolution, le gouvernement au pouvoir, la République islamique d'Iran, a interdit toute forme d'activité civile pour divers groupes de la société, y compris les Kurdes. Cependant, en 1997, avec la nomination de Mohammad Khatami à la présidence, l'ère des réformes en Iran a commencé avec le mot d'ordre du développement politique, qui a progressivement créé les bases d'un renforcement de la société civile. L'attitude flexible du gouvernement Khatami envers les activités civiles des ONG a été l'un des facteurs favorisant le développement de la société civile. Les Kurdes, en revanche, en tant que minorité nationale dont le mouvement a été réprimé dans les premières années qui ont suivi la révolution, ont profité de cette opportunité pour transformer l'atmosphère de la société civile en plateforme de résistance au régime. Les ONG environnementales font partie des phénomènes émergents dans le nouveau contexte du Kurdistan iranien, qui sont devenus un moyen politique d'étendre la résistance civile kurde au discours dominant.

Sur la base des données recueillies à partir d'entretiens avec des militants écologistes au Kurdistan et des matériaux et textes produits par des ONG kurdes, en les analysant à l'aide de la méthode d'analyse du discours, cette recherche a conclu que le discours dominant de ces ONG est l'éco-nationalisme kurde. Ce discours se positionne contre le discours de la République islamique en construisant le lien entre l'environnement, la politique et l'identité kurde du Kurdistan ; et transforme cet environnement en une arène de reproduction de la résistance à la souveraineté.